



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne
ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

St Etienne, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAMUEL ROCHE

ZI. du Bayon
Impasse René Varennes
42150 La Ricamarie

Références : UID4243-DSSP-025-125
Code AIOT : 0006114904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SAMUEL ROCHE implanté ZI. du Bayon Impasse René Varennes 42150 La Ricamarie. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMUEL ROCHE
- ZI. du Bayon Impasse René Varennes 42150 La Ricamarie
- Code AIOT : 0006114904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAMUEL ROCHE est spécialisée dans la production de sangles techniques (tissage et

teinture). Elle exerce également une activité de négoce/stockage de sangles auprès d'autres fabricants.

L'installation est classée IED pour l'activité de teinture de fibres textiles. Le BREF TXT étant sorti en décembre 2022, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen en décembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La Direction du site a informé l'inspection des installations classées des difficultés rencontrées pour maintenir sa production en France. Elle fait face à une forte concurrence économique, accentuée par un important dumping de la part des pays asiatiques et, dans une moindre mesure, de certains pays d'Europe de l'Est.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/06/2017, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Complétude du dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 19/03/2025, article R515-72	Demande d'action corrective	3 mois
3	Stockage de matières combustibles	Autre du 19/03/2025	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rétention des produits polluants	Arrêté Préfectoral du 29/06/2017, article 8.4.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra indiquer les modalités qu'il retient pour revenir le plus rapidement que possible aux conditions fixées par son arrêté d'autorisation (zéro rejet).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2017, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées, • les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, • les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction), • les eaux domestiques. Le site est en zéro rejet industriel aqueux à partir du 16 mars 2017.
Constats : L'exploitant est confronté à une panne de son évapoconcentrateur depuis a minima le 7 mars 2025, ce qui l'empêche d'assurer le traitement intégral de ses effluents non pigmentaires. Ces derniers représentent 80 % du volume total des effluents du site. Les 20 % restants,

constitués des effluents pigmentaires issus des bains de trempage, continuent d'être collectés par la société Raby pour un traitement chez Sarpi.

En l'absence de traitement sur site, les effluents non pigmentaires sont temporairement envoyés à la station d'épuration du Pertuiset. Une convention de déversement est en cours de finalisation avec Saint-Étienne Métropole afin d'officialiser cette solution transitoire.

L'origine de la panne est toujours en cours d'investigation. Après avoir testé plusieurs capteurs, l'exploitant suppose que la défaillance provient d'un compresseur. Toutefois, il n'est pas en mesure de s'engager sur un délai de remise en état de l'équipement ni sur la reprise normale du traitement des rejets.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a pas été informée de cette panne, bien qu'elle entraîne un rejet non conforme aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant l'absence d'information sur les caractéristiques de l'effluent rejeté au réseau, il a été proposé un arrêté préfectoral de mesures d'urgence pour suspendre les rejets au réseau.

L'exploitant indiquera le plus rapidement possible les mesures prises pour gérer la situation, à titre transitoire avec un estimatif de durée, ainsi que le coût entre l'arrêt de production des chaînes de production générant des effluents non pigmentaires, le confinement et le traitement des effluents non pigmentaires par Sarpi, le remplacement ou la location d'un compresseur pour l'évapo concentrateur.

L'exploitant transmettra rapidement les résultats des analyses de ces effluents sur l'ensemble des polluants susceptibles d'être rejetées. L'inspection des installations classées a notamment appelé l'attention de l'exploitant sur la réalisation d'analyses des PFAS sur ses effluents dans la mesure où des produits à base de Téflon sont utilisés dans son process.

Si la situation de traitement des effluents non pigmentaires par Saint Etienne Métropole est acceptée, l'exploitant transmettra la convention de déversement ainsi que les modalités et fréquence d'analyse des effluents évacués à la STEP, avec des indications sur les paramètres contrôlés.

Sous 1 mois :

- Transmettre un rapport d'accident décrivant la chronologie des faits, les causes et conséquences (estimation du volume d'effluent rejeté à la STEP et/ou collecté, impact sur la station de traitement) ainsi que les mesures prises tant organisationnelles (alerte de l'administration et des gestionnaires de réseau) que techniques (stock de pièces de rechanges) pour qu'un événement similaire ne puisse plus se reproduire.

L'exploitant fera ressortir une estimation du volume rejeté à partir de la recherche de la date de survenue de la panne de l'évapoconcentrateur. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué devoir rechercher dans la mémoire de l'appareil pour connaître la date précise du début de la panne.

L'inspection souligne que l'information de la panne de l'évapoconcentrateur et du rejet au réseau d'assainissement n'a pas été communiquée spontanément à l'inspection. Cette absence d'information avait déjà été pointée lors de l'inspection de 2021 qui avait conduit à la mise en demeure de l'exploitant de respecter le rejet zéro.

Enfin, l'inspection souligne que l'exploitant aurait dû anticiper les analyses de son effluent avant de le rejeter au réseau d'assainissement. Ces analyses n'auraient pas empêché la production car l'exploitant dispose d'une capacité tampon pour stocker ses effluents. Sa décision de rejeter volontairement un effluent non caractérisé a conduit à mettre l'inspection et le gestionnaire du réseau devant le fait accompli.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : arrêté préfectoral de mesures d'urgence, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Complétude du dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2025, article R515-72
Thème(s) : Risques chroniques, Directive IED
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : L'exploitant a transmis son dossier de réexamen au mois de décembre 2023. Les données de ce document méritent d'être réactualisées notamment par rapport au : <ul style="list-style-type: none">• bilan déchets du site• comparatif de chaque MTD (Meilleures Technologies Disponibles) et des modalités d'exploitation en vigueur sur le site. L'exploitant a en outre indiqué vouloir procéder à un examen plus attentif des MTD liées aux rejets atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un dossier de réexamen actualisé qui tient compte des remarques ci-dessus. En fonction du résultat du comparatif (MTD versus condition d'exploitation), l'exploitant indiquera les éventuels besoins de dérogation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Stockage de matières combustibles

Référence réglementaire : Autre du 19/03/2025
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 1510 (entrepôt)
Prescription contrôlée : Un stockage de matières combustibles est classable, au titre de la rubrique 1510, sous le régime de la déclaration, s'il représente un volume de 5000 m3 avec un tonnage de marchandises supérieur à 500 tonnes.
Constats : L'exploitant stocke dans ses locaux d'importantes quantités de palettes contenant des sangles. Ces dernières sont soit issues des chaînes de fabrication du site de St Etienne, soit issues d'une activité de négoce auprès d'autres fabricants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Préciser les tonnages des matières combustibles stockées ainsi que les volumes des bâtiments affectés à la fonction d'entreposage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rétention des produits polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>Des contenants de produits polluants ne sont pas sur rétention ou disposent d'une rétention mal adaptée en terme de volume. L'exploitant a indiqué travailler sur cette situation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un échéancier de traitement de cette situation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois